

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pinochet-inculpe-et-assigne-a-residence-Serait-la-bonne-cette-fois-ci>

Pinochet inculpé et assigné à résidence. Serait la bonne cette fois-ci ?

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mercredi 23 novembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ancien dictateur du Chili Augusto Pinochet a été arrêté mercredi avec assignation à résidence par le juge Carlos Cerda qui l'a inculpé pour fraude fiscale dans le cadre de l'affaire des comptes bancaires secrets à l'étranger.

AFP. Santiago, Chili. Le mercredi 23 novembre 2005

Le juge chilien enquête sur l'origine de la fortune d'Augusto Pinochet, accusé d'avoir dissimulé plus de 27 millions de dollars, retrouvés sur une centaine de comptes bancaires ouverts notamment auprès de la banque Riggs de Washington et dans divers paradis fiscaux.

Augusto Pinochet, avait été entendu à plusieurs reprises au cours des derniers jours.

Invoquant l'âge de l'ancien dictateur, le magistrat a décidé de le laisser en liberté sous caution, d'un montant d'environ 22.600 dollars, estimant que "sa liberté ne représentait pas un danger pour la sécurité de la société". Cette décision doit encore être examinée par la Cour d'appel de Santiago. La défense d'Augusto Pinochet a aussitôt annoncé un recours contre son arrestation. "Aucune infraction de quelque espèce que ce soit n'a été commise", a déclaré son avocat Pablo Rodriguez ".

Outre le délit de fraude fiscale, Augusto Pinochet, qui a déjà été arrêté à quatre reprises en sept ans, est soupçonné d'avoir falsifié des documents et omis sciemment des informations lors de la déclaration de ses biens remise à la justice en 1989.

L'ancien dictateur attend également la décision que doit prendre le juge chilien Victor Montiglio, chargé de déterminer sa responsabilité dans l'Opération Colombo, l'assassinat d'opposants politiques en juillet 1975. Le magistrat l'a également interrogé à plusieurs reprises la semaine dernière sur le massacre, attribué au régime militaire, de 119 membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) chilien.

Pinochet, dont le régime est accusé de la mort ou la disparition de 3000 personnes et quelque 25 000 cas de torture entre 1973 et 1990, a ainsi obtenu un classement sans suite en juillet 2002 pour l'affaire de la Caravane de la mort, surnom d'un groupe de militaires accusés de centaines d'assassinats politiques après l'instauration du régime, et en septembre 2005 pour le Plan Condor.